

Le régime d'Al Sissi se consolide

Même si à court terme la stabilité semble garantie, le manque de libertés et les défis économiques peuvent mettre en danger la survie du régime actuel.

Ricard González

Vingt mois après le coup d'État en Égypte, le régime dirigé par le raïs Abdel Fattah al Sissi s'est consolidé. Le nouveau Parlement n'ayant pas encore été constitué, le processus de transition défini dans la feuille de route de l'été 2013 n'a pas encore abouti, du moins formellement. Cependant, le nouvel ordre politique semble pleinement établi. C'est un fait, non seulement parce que ses opposants sont manifestement incapables de provoquer sa chute, mais parce que ses orientations politiques initiales se sont vues réaffirmées. Par exemple, la suppression de toute voix dissidente et l'adoption de la lutte antiterroriste, en tant que principale logique de légitimation du nouvel ordre.

L'ascension au pouvoir d'Al Sissi après les élections présidentielles de mai de l'année dernière, n'a pas représenté un virage remarquable dans les politiques gouvernementales, ce qui confirme l'idée selon laquelle le régime actuel est né réellement le 3 juillet 2013, avec le coup d'État qui a renversé l'islamiste Mohammed Morsi, premier président d'Égypte élu à travers les urnes. Les divers services de sécurité et d'intelligence, avec l'Armée en tête, continuent à dominer la scène politique du pays arabe. Leurs représentants occupent les postes de plus grande responsabilité et c'est bien leur philosophie qui guide l'action du gouvernement.

Le pouvoir exécutif s'acharne à imposer un consensus social apparent à travers la force, et non pas à travers la négociation et l'accord entre les divers acteurs politiques du pays. Dans ce sens, son action est absolument semblable à celle qui a caractérisé le régime de l'ancien dictateur Hosni Moubarak. Les différences entre les deux régimes sont plutôt superficielles. Tandis que le premier avait utilisé de façon continue la loi d'état d'urgence pour tenir l'opposition à distance, le régime actuel a eu recours à une architecture légale différente, mais qui aboutit au même résultat : la persécution physique et légale de tout élément dérangeant. Au cœur des nouveaux outils juridiques, ladite loi de manifestations, qui prévoit des peines sérieuses pour quiconque organiserait des protestations sans l'approbation du ministère de l'Intérieur. Mais ce n'est pas la seule. La militarisation de l'université, l'élargissement de la juridiction

des tribunaux militaires, l'extension de la période maximum de prison préventive sont tout aussi importants.

Or, la révolution de 2011 ne s'est pas produite complètement en vain. Une partie de la société s'est politisée, elle a perdu la peur de se rebeller face à l'autorité et ses aspirations se sont élevées. Ainsi, le régime doit appliquer les mêmes techniques qu'autrefois, mais à grande échelle. Les rapports des organisations des droits de l'Homme, aussi bien égyptiennes qu'internationales, ne laissent pas de doutes quant à l'impotence de la répression : les tortures des forces de sécurité sont systématiques, environ 150 personnes sont mortes en détention depuis le coup d'État, et il existe des prisons secrètes brutales, situées dans de véritables trous noirs légaux, où seraient même enfermés des mineurs.

Les Frères musulmans constituent toujours l'ennemi public numéro un pour le régime actuel, et l'on n'observe aucun indice de distension dans ce conflit, plutôt le contraire. Ces derniers mois, les deux camps ont durci leur rhétorique. Tandis que la confrérie islamiste poursuit ses manifestations périodiques, peu suivies, dans des aires périphériques, ses partisans, surtout les plus jeunes, expriment un plus grand appui à l'utilisation de la violence dans les réseaux sociaux. Les processus légaux contre ses leaders avancent d'un pas ferme et les médias progouvernementaux ont intensifié, si cela est possible, leur campagne de diabolisation du mouvement islamiste.

Cette scène de stabilisation politique inclut aussi les activités armées des milices islamistes radicales. Les médias se sont fait l'écho d'un ruissellement d'attentats de simple exécution contre les forces de sécurité, saupoudrés parfois par une action spectaculaire et hautement meurtrière dans la péninsule du Sinaï. Bien qu'elle ait provoqué la mort de centaines de soldats et de policiers, l'activité terroriste ne semble pas représenter une menace existentielle pour le système. Pour l'instant, l'insurrection jihadiste s'est montrée incapable de contrôler de façon stable une partie substantielle de territoire, elle n'a pas pu non plus assassiner une quelconque figure importante du gouvernement. Ainsi donc, pour l'État, il s'agit plutôt d'un malaise chronique que d'un danger mortel.



Vladimir Poutine et Abdel Fattah al Sissi arrivent à l'opéra du Caire pendant la visite officielle du président russe en Égypte. Le Caire, 9 février 2015. /MENA/ANADOLU AGENCY/GETTY IMAGES

Or cela n'empêche pas le terrorisme d'occuper le centre du débat public et de l'utiliser pour justifier toute restriction des libertés individuelles. Dans ce domaine de la lutte antiterroriste, le fait que le principal groupe jihadiste, Ansar Beit al Maqdis, ait juré loyauté à l'autoproclamé État islamique (EI), la milice qui contrôle une partie du territoire en Syrie et en Irak, représente une nouveauté importante. Ce fait offre à l'exécutif d'Al Sissi une occasion rêvée pour intégrer le récit de sa lutte contre le terrorisme islamiste dans la croisade internationale contre l'EI. Tout semble l'aider dans ce but : les attentats de Paris et de Copenhague, le brutal assassinat du pilote jordanien capturé et, finalement, la décapitation de 21 chrétiens coptes aux mains de la filiale libyenne du groupe État islamique.

Le retour de la Libye à un poste privilégié dans l'agenda de la communauté internationale représente un premier succès de la diplomatie égyptienne. En réponse à l'assassinat de ses 21 citoyens, l'Égypte a effectué des bombardements aériens contre des positions jihadistes en Libye. Et cela sans en avertir les États-Unis, son allié traditionnel, ce qui prouve une fois de plus que plusieurs partenaires arabes de Washington, dont l'Arabie saoudite en tête, sont prêts à veiller eux-mêmes sur leur sécurité nationale. Or, les pays occidentaux n'approuvent

pas l'approche régionale égyptienne. Les Frères musulmans ne sont pas entrés dans la liste des groupes terroristes des États-Unis ou de l'Union européenne (UE), qui continuent de plus à appuyer une solution politique au guêpier libyen. Cependant, si les gouvernements de Tobrouk et Tripoli n'arrivent pas à un accord pour partager le pouvoir, la solution militaire pourrait finir par s'imposer. L'Égypte a déjà demandé que la coalition militaire contre l'EI qui opère en Irak et en Syrie, dont il est membre même s'il n'a pas apporté d'effectifs militaires, élargisse son domaine d'action à la Libye.

L'Égypte se tourne vers la Russie

Les turbulences dans les relations entre l'Égypte et les pays occidentaux se sont adoucies ces derniers mois, mais elles n'ont pas disparu. Le Caire a reçu la visite du secrétaire d'État, John Kerry, et de plusieurs dignitaires européens. Et Washington a finalement livré les hélicoptères Apache qu'ils avaient décidé de retenir après le coup d'État. Cependant, certains gouvernements occidentaux ont continué à dicter des textes de condamnation, plus ou moins contendants, au sujet des atteintes aux droits de l'Homme, les plus voyants se produisant en Égypte, ce qui suscite l'indignation des autorités.

Afin de lancer un avertissement à l'Occident et de mettre en pratique une politique étrangère plus indépendante, le raïs Al Sissi s'est rapproché de la Russie et de la Chine. En février, le président russe, Vladimir Poutine, a été reçu au Caire avec tous les honneurs au cours d'une visite officielle de deux jours qui a servi à renforcer les liens entre les deux pays. Ces mouvements sont un reflet d'un nouvel ordre mondial, plus multipolaire, et où les USA ont perdu un certain poids. Mais, pour l'instant, il ne semble pas que ces pays puissent offrir réellement une alternative à la relation stratégique avec les USA du point de vue militaire. Après plus de six mois de filtrations sur un supposé accord d'importation d'armement russe pour une valeur de trois milliards d'euros, celui-ci ne s'est pas encore concrétisé.

De plus, l'alignement de la Russie avec le raïs syrien Bachar al Assad représente une limite à la coopération régionale entre les deux pays, puisque le Caire ne peut pas se permettre de s'aliéner l'Arabie saoudite, son principal appui économique et ferme détracteur du gouvernement syrien. La contraction de l'économie russe constitue l'autre obstacle à une alliance plus profonde, ce qui n'empêche pas la signature d'accords dans le secteur de l'énergie, comme celui qui va permettre la construction de la première centrale nucléaire en Égypte avec de la technologie russe.

Défis économiques

Du point de vue économique, l'Occident, et surtout ses multinationales, sont d'une grande importance. C'est sur elles que compte le gouvernement égyptien pour la conférence internationale d'investisseurs de Charm el Cheikh, à la mi-mars. Ce rendez-vous devrait servir à attirer des investissements millionnaires pour les prochaines années, afin de stimuler l'économie égyptienne en stagnation.

Le régime mise sa survie sur la répression et sur un développement économique qui puisse apporter des améliorations du niveau de vie à la majorité de la population. Il s'agit d'une nouvelle version de l'ancien pacte social autocratique qui exige obéissance en échange de prospérité. Plus de pain et moins de liberté. Certaines expériences, comme la chinoise, montrent que cette stratégie peut fonctionner, mais aucune des dictatures arabes ne nageant pas dans le pétrole n'a su l'appliquer. En Égypte, le défi est énorme, puisque la natalité a connu un regain ces dernières années. Ainsi donc, l'économie doit créer chaque année près d'un million d'emplois pour intégrer les jeunes qui entrent dans le marché du travail.

Au cours de ses cinq dernières années, le régime de Hosni Mubarak enregistrait une croissance moyenne du PIB de 6 %, mais en l'absence presque totale d'outils institutionnels pour la redistribution de la richesse, les grands entrepreneurs accaparaient leurs bénéfices. En

sera-t-il de même avec le nouvel ordre politique ? Le gouvernement n'a pas encore fourni une vision claire de son programme économique. L'on sait qu'il octroie un rôle central à l'État en tant que moteur du développement avec la construction de grands projets d'infrastructures, comme le nouveau canal de Suez. Mais, en même temps, il reconnaît que la croissance ne sera pas possible sans les efforts d'investissement du secteur privé. De là qu'une partie fondamentale de ce projet soit la création d'une grande zone franche industrielle dans la zone du Canal.

L'une des grandes inconnues qui demeure encore au sujet du nouveau régime est la place qu'il réserve aux magnats de l'ère Mubarak. Les élections législatives, qui ont été reportées après que la loi électorale a été déclarée inconstitutionnelle, seront un bon indicateur. Ahmed Ezz, l'entrepreneur de l'acier qui a présidé le Parti national démocratique (PND) de Mubarak, a vu comment la loi électorale a disqualifié sa candidature. Le geste peut s'interpréter comme une manifestation de la part d'Al Sissi que sa compagnie et celles des autres *fouloul* (« caciques de l'ère Mubarak ») peut être toxique.

Le journal progouvernemental *Al Ahrām* citait des sources proches du raïs qui signalaient leur « inquiétude » face au poids notoire que pourraient présenter les hommes d'affaires dans le futur Parlement. De ce fait, après de nombreux va-et-vient, une coalition électorale appelée « Pour l'amour de l'Égypte » a été créée, comptant sur l'appui du gouvernement et n'incluant aucune figure notable de l'ère Mubarak. Celles-ci sont intégrées dans la liste Front égyptien, dirigée par Ahmed Shafiq, candidat de l'ancien régime contre Morsi, lors des présidentielles de 2012. Cependant, il est possible que le régime actuel finisse par arriver à des accords avec les *fouloul*, car l'investissement économique de leurs fortunes est un élément clé pour stimuler l'économie.

Quoi qu'il en soit, avec les mouvements islamistes modérés et les partis laïcs les plus proches des mouvements révolutionnaires qui boycottent les élections, on ne peut s'attendre à ce qu'un bloc puissant d'opposition à l'exécutif surgisse du nouveau Parlement. Le pouvoir législatif maintiendra probablement une attitude docile face à l'exécutif. La distribution du pouvoir politique et économique dans les entrailles du régime va plutôt dépendre du résultat de la compétition entre les diverses coalitions concurrentes.

Pour résumer, à court terme, un horizon de stabilité semble s'offrir à l'Égypte. Mais, à long terme, la survie du régime actuel n'est pas garantie. L'un des conseillers d'Al Sissi, le célèbre politologue Amr Choubakry, signalait récemment dans un article que le gouvernement faisait erreur en n'accommodant pas les demandes de plus de libertés des nouvelles générations de jeunes. C'est là le grand défi que Mubarak n'a pas su affronter et, tôt ou tard, ce sera aussi celui d'Al Sissi. ■